

**JEAN-MICHEL ARNAUD** | Maire de Tallard, il préside également l'AMF 05 (Association des maires de France).

## « Il faut ramener l'agriculture au rang de sujet de société »

**L'Espace Alpin : Le 100<sup>e</sup> Congrès des maires de France s'est achevé le 23 novembre. Que faut-il en retenir ?**

Il y a plusieurs aspects qu'il s'est agi de mettre en évidence. En premier lieu, il y a une forte volonté dans les territoires ruraux d'exprimer la nécessaire et absolue défense de la commune. L'engagement local des élus municipaux est précieux car, sur des territoires peu peuplés avec des superficies conséquentes, ce sont ces élus qui assurent les services minimums. On peut faire remonter, selon un principe de subsidiarité, un certain nombre de missions à l'intercommunalité, mais il n'en demeure pas moins que la présence humaine au quotidien ne peut, de notre point de vue de maires des Hautes-Alpes, être bien assumée que par le maire et les conseillers municipaux. Chez certains élus ruraux, l'idée se développe que l'intercommunalité serait une menace sur ce lien de proximité entre élus et population rurale. Et cette crainte peut, par certains aspects, être légitime dans la mesure où on a eu un transfert important de compétences dans l'intercommunalité ces dernières années, et que ces compétences se traduisent souvent par une diminution des dotations de fonctionnement aux collectivités communales.

**L'actualité met par ailleurs en exergue plusieurs sujets de tension, comme la taxe d'habitation ou la question de l'eau et de l'assainissement...**

Aujourd'hui, une commune a plusieurs ressources pour pouvoir mettre en œuvre des services. Il y a la dotation de solidarité rurale par exemple, et puis il y a ce lien fiscal qui constitue un pacte et un contrat de confiance entre une équipe municipale et sa population. La taxe d'habitation est un élément qui réenracine le débat dans le territoire communal. Or, lorsqu'on dessert des services sans qu'il y ait un coût, ne serait-ce qu'à travers la taxe d'habitation, il peut y avoir un risque réel de distanciation encore plus forte entre les élus municipaux et la population. D'une manière générale, je pense que la gratuité d'un service n'est pas toujours une bonne chose.

Concernant la question de l'eau et l'assainissement, qui devraient être obligatoirement gérés par l'intercommunalité, on a assisté avec satisfaction à une inflexion du gouvernement puisqu'il semblerait que ce ne soit plus systématique. Notre travail a été entendu à l'occasion de ce congrès et ça va dans le bon sens.

**Qu'est-ce que tout cela vous inspire ?**

Le sentiment qu'on a est que l'Etat n'a pas saisi dans toute sa complexité la rupture forte entre une France qui gagne - la France des métropoles pour faire simple - et le reste du territoire. Ce qu'on défend, c'est l'absolue nécessité de réinventer une politique d'équilibre des territoires dans laquelle on transformerait l'image que peuvent avoir les urbains, les métropoles de France et leurs élus, et qui consiste à dire que les territoires ruraux coûtent cher parce qu'il faut de la desserte ferroviaire, de la des-

serte numérique, téléphonique... On considère au contraire qu'il faudrait faire en sorte de réduire cette fracture et insister sur le fait que ces territoires sont aussi un atout pour la France. C'est quand même dans ces lieux-là qu'est produite l'alimentation des villes urbaines et, pour qu'on ait des agriculteurs qui produisent dans ces territoires, il faut qu'ils puissent vivre avec des services publics minimums, qu'ils puissent avoir une desserte numérique suffisante... On a aussi besoin, pour maintenir ces populations, qu'il y ait un réseau d'artisans et de commerçants de proximité, ce qui nécessite de l'activité économique. Or, l'activité économique principale dans les zones rurales, c'est l'agriculture, qui crée et alimente en amont et en aval une chaîne de valeurs. L'importance de garder sur ces territoires des gens qui s'installent, qui reprennent des exploitations, qui les modernisent, qui les font muter, qui s'ouvrent aussi à des pratiques plus raisonnées, voire bio, est indispensable. Pour ça, il faut réduire l'inégalité des chances : avoir des écoles, avoir des services et des accompagnements, notamment pour le compagnon de l'agriculteur ou la compagne de l'agriculteur, qui est bien souvent dans une activité en dehors de l'agriculture stricto sensu. De plus, si on veut respecter les engagements de réduction des émissions, faire en sorte de préparer la transition énergétique, il faut avoir la possibilité d'installer de l'éolien, du photovoltaïque, de favoriser la méthanisation. Et jusqu'à preuve du contraire, il faut plutôt des grands espaces, éviter les conflits au moment de l'émergence de ces projets, situés plutôt dans les zones rurales et agricoles, qui permettront à la France d'avoir des sources énergétiques venant des zones rurales pour l'intérêt national supérieur.

**Il vous semble que le gouvernement n'a pas compris ces enjeux ?**

Je m'exprime là moins en terme politique qu'en terme sociologique. La notion d'estime de soi est importante à titre individuel comme à titre collectif et à titre territorial. Il y a des énergies très fortes d'innovation en zone rurale et en zone agricole et je suis convaincu que la nouvelle révolution qui va réduire la fracture entre les zones rurales et les zones urbaines peut être en marche, dès lors qu'on essaiera d'accompagner mieux qu'on ne le fait l'estime que les territoires ruraux peuvent avoir d'eux-mêmes.

Il s'agit aussi de les repositionner dans une dynamique économique qui leur permette d'apporter une contribution au développement national et européen à travers leur innovation technique, leur innovation dans les nouvelles modalités de production, la capacité qu'ils auront à s'adapter à la fin du glyphosate d'ici trois ou cinq ans en inventant de nouvelles pratiques agricoles et en faisant en sorte aussi de se positionner sur les questions énergétiques qui sont les questions stratégiques de demain en matière d'indépendance nationale. On a acquis après-guerre une indépendance alimentaire sur laquelle il faut continuer à travailler et il faut en



même temps réinvestir fortement le champ des énergies parce que c'est ce qui permettra, je pense, de refaire société nationale entre l'agriculture, la ruralité et les zones urbaines, recréer un nouveau contrat de confiance entre les zones rurales et les métropoles, et faire en sorte qu'on retrouve dans l'Europe un nouveau modèle français agricole et rural en lien avec les métropoles qui, aujourd'hui, fait défaut.

**Où situez-vous précisément cette capacité d'innovation de l'agriculture ?**

Ne sous-estimons pas ce qui est le produit des Trente Glorieuses en France, notre capacité d'innovation. On a de belles universités, on a l'INRA, on a de belles institutions nationales qui ont accompagné, durant toutes ces décennies, l'agriculture française. J'attends du gouvernement un réinvestissement fort sur ces grandes structures qui permette d'imaginer, de produire et de créer la nouvelle agriculture française de demain. Ensuite, je vois chez les jeunes agriculteurs une volonté de s'adapter aux enjeux alimentaires et sociétaux français. On a notamment dans le système coopératif des organisations qui nous permettent de rester, autant que possible, compétitifs dans le champ européen et dans le champ mondial avec une capacité d'innovation amont-aval de la filière intéressante.

Puis, dans l'autre agriculture, à savoir l'agriculture de proximité sur les circuits courts - et je pense que les deux agricultures se complètent - là aussi on se rend compte que la recherche de la valeur ajoutée en travaillant la qualité, en renouant un dialogue très serré avec les consommateurs à travers une implication des agriculteurs sur l'explication de leur métier et de ses contraintes, dans des logiques plus participatives, permet sur une partie encore faible

mais réelle de la production des Hautes-Alpes et des Alpes du sud, de montrer qu'il y a un marché. Sur des filières qui s'étaient endormies ou avaient cessé d'exister sur le marché européen ou mondial - comme la viticulture des Alpes du sud - l'innovation, comme le fait de retrouver un vieux cépage comme le mollard pour essayer de le réinventer et de le réserver différemment, ça marche. Sur ces niches-là, sur le cochon de montagne, la transformation laitière, on a des initiatives en cours qui démontrent qu'on peut se repositionner sur du produit typé avec une valeur ajoutée significative, qui permet de conserver une activité agricole dans des fonds de vallée.

Je suis favorable à une intercommunalité forte sur quelques grands sujets comme les transports, le développement économique dans sa globalité... Et en même temps, je crois que ce système, nécessaire, peut parfaitement cohabiter et même s'alimenter avec des villages puissants dans leur ruralité, dans leur organisation de proximité avec des élus municipaux qui permettent de tenir ces territoires en accompagnement du modèle économique dans ces territoires ruraux de montagne. Ceci prépare aussi, dans le lien avec les métropoles, un territoire à accueillir pour un week-end prolongé, de courtes vacances, des populations venant des zones urbaines périphériques, mais pas dans une logique de parc Disneyland, c'est-à-dire en carton-pâte sans réalité économique.

**Cependant, les agriculteurs sont confrontés à une distorsion de concurrence notamment avec la suppression programmée du glyphosate en Europe d'ici cinq ans, mais en France d'ici trois ans...**

Ces craintes sont tout à fait légitimes. Pour cette raison, et je vais certainement heurter certains agriculteurs, je

pense qu'il faut plutôt plus d'Europe que moins d'Europe et il faut une Europe qui soit non seulement capable de réguler un certain nombre de pratiques dans le sens de la préservation de la santé des agriculteurs et des consommateurs, mais faire en sorte aussi qu'il y ait une régulation à l'échelle des marchés de proximité concurrents ou des marchés européens et nationaux. Ensuite, je ré-insiste fortement sur le fait qu'il faut mettre le paquet sur nos instituts de recherche et que la France reprenne le leadership sur l'agriculture européenne. Et ce n'est pas uniquement en aval de la filière, c'est y compris très en amont : il ne faut pas, sur la question de la transgénèse, fermer totalement la porte parce que ça peut, sous réserve que ce soit encadré et contrôlé, apporter des réponses à la diminution du chimique. Je sais que ça irrite un certain nombre de personnes, mais je pense qu'il faudrait qu'on ouvre ce débat en France parce qu'on ne peut pas exiger la fin du chimique en laissant un certain nombre d'agriculteurs face à la désolation de leur exploitation qui ne pourra plus tenir parce que le niveau de rémunération du surtravail nécessaire pour obtenir le produit exonéré de traitements est tel que le modèle ne fonctionne plus, compte tenu aussi de la pression de la distribution et des consommateurs qui cherchent de la qualité, mais pas en acceptant systématiquement le différentiel de prix à la hausse.

Et je pense que si j'attendais des représentants agricoles davantage d'engagement, ce serait pour remettre en système et en transversalité ces préoccupations et repositionner l'agriculture française dans des enjeux sociétaux et pas seulement comme étant un élément, en caricaturant, de matières premières pour une industrie agroalimentaire qui capte les marchés à l'international. C'est pour ça que je pense qu'il faut plus de politique en agriculture et que la réflexion autour de l'agriculture ne doit pas se cantonner à des champs purement techniques. Or, les pensées qui, aujourd'hui, intègrent l'agriculture, sont souvent prises en main sur des considérations techniques. Le glyphosate en est un exemple. Or, si la presse a beaucoup glosé dessus à juste titre, ce n'est qu'un élément d'un tout et, selon moi, il faut ramener l'agriculture au rang de sujet de société.

Si j'étais aux affaires, je proposerais d'essayer de créer une nouvelle philosophie agricole et rurale qui puisse alimenter, le moment venu, l'outil de gouvernance français. C'est un travail de fond qui peut associer tout le monde : les élus ruraux dans leur territoire, les outils de formation dans les territoires, réalimentent les syndicats, pour essayer de voir comment on renouvelle une grande réflexion, une grande ambition française agricole en Europe et dans le monde et comment, à partir de là, on essaie de renouer du lien avec les appareils d'Etat pour pouvoir créer un nouveau contrat français, européen entre la population aujourd'hui plutôt urbaine, plutôt mondialisée, et les zones rurales

Propos recueillis par  
Stéphanie Martin-Chailan